



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Unité Territoriale des Bouches-du-Rhône
Subdivision d'Aix-en-Provence
18, chemin Robert
13626 - AIX-EN-PROVENCE CEDEX 1
Tél. : 04.42.91.59.00
Fax : 04.42.38.92.55

A/Aix/200900354
D/Aix/200902722 - ICPE
GIDIC 64-00001-P1

Aix-en-Provence, le 15 JUIN 2009

Le Directeur

à

Monsieur le Directeur
RIO TINTO ALCAN
ALUMINIUM PECHINEY
Route de Biver
B.P. 62

13541 - GARDANNE CEDEX

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement
Conclusions de la visite d'inspection du 20 janvier 2009 de la société Aluminium Pechiney
Groupe Rio Tinto Alcan à Gardanne.

REFER : Votre courrier en réponse du 23 février 2009.

P. J. : Une fiche d'écart complétée.

Monsieur le Directeur,

Votre établissement a fait l'objet d'une visite d'inspection le 20 janvier 2009, suite à l'incident
survenu le 15 janvier 2009 dans vos installations.

Suite à cette visite d'inspection, un écart à la réglementation ainsi qu'une liste de remarques
vous ont été notifiés par l'inspecteur des installations classées. Par correspondance visée en
référence, vous m'avez fait part de vos observations, compléments d'information et/ou
engagements en réponse à ces constats.

Au terme de cet échange, je vous prie de bien vouloir prendre connaissance des conclusions
de l'Inspection suite à cette visite :

Écarts à la réglementation relevés : (voir la fiche jointe)

L'écart à la réglementation fait l'objet d'engagement de mise en conformité de votre part. Cet
engagement sera suivi par l'Inspection.

Je vous rappelle qu'un tel écart à la réglementation relève du régime des sanctions
administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'environnement. Si une situation
analogue venait à se répéter, un procès-verbal pourrait être établi par l'inspection.

Remarques particulières relevées :

Les remarques ont globalement fait l'objet d'une réponse satisfaisante.

Je vous demande de me transmettre, avant le 15 juillet 2009, le Plan des Mesures d'Urgence auquel vous faites référence et le bilan du plan d'action que vous avez initié suite à l'incident, avant le 31 décembre 2009.

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier, ainsi que la fiche d'écart, seront publiés sur le site Internet de la DREAL PACA.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur et par délégation
Le Chef du Service Préventions des Risques



Romain VERNIER
Ingénieur des Mines